

GOUVERNEMENT

"Côte-d'Ivoire," Encyclopédie® Microsoft® Encarta 97. © 1993-1996 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

La Constitution de Côte-d'Ivoire de 1960, amendée de nombreuses fois, a institué un régime présidentiel au sein duquel le pouvoir exécutif est détenu par le président de la République, élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Jusqu'en 1990, le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) était la seule formation politique autorisée. Le PDCI a maintenu, depuis, son hégémonie sur l'Assemblée nationale, dont les 175 membres sont élus au suffrage universel pour cinq ans. Le président du corps législatif est le deuxième personnage de l'État : la Constitution prévoit qu'il achève le mandat du président de la République lorsque celui-ci décède en cours de mandat ou se trouve dans l'incapacité de gouverner.

Henri Konan Bédié acheva ainsi le mandat du président Félix Houphouët-Boigny, au pouvoir depuis 1960 et décédé en décembre 1993. En octobre 1995, l'élection présidentielle confirmait Konan Bédié dans ses fonctions par 90 p. 100 des suffrages exprimés (60 p. 100 de participation selon les chiffres officiels). Ce scrutin fut boycotté par les principaux partis d'opposition : le Front populaire ivoirien (FPI), membre de l'Internationale socialiste et dirigé par Laurent Gbabo, candidat malheureux contre Houphouët-Boigny en 1990; le Rassemblement des républicains, formation centriste fondée en 1994 par Djény Kobéna, ancien rénovateur du PDCI, et l'Union des forces démocratiques (UDF), fédération de six petits partis. Ces trois mouvements, réunis en un Front républicain, refusaient le code électoral voté par l'Assemblée nationale en décembre 1994. Celui-ci, en interdisant à ceux dont les parents n'étaient pas nés ivoiriens de se présenter à la présidentielle, excluait du scrutin le candidat le mieux placé de l'opposition, Alassane Ouattara, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), Premier ministre de 1990 à 1994 et originaire d'une région du Burkina Faso, intégrée jusqu'en 1960 à la Côte-d'Ivoire. Durant la campagne, les partis d'opposition avaient, par ailleurs, été exclus des médias officiels.

Encyclopaedia Universalis, France S.A., 1995

Un régime présidentiel

Un parti unique

L'auteur de ce " miracle " économique, c'est avant tout le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. 1950 est la date charnière à laquelle cet ardent défenseur des petits planteurs africains – compagnon de lutte, au sein du R.D.A. après la guerre, d'Ahmed Sékou Touré, le virulent syndicaliste guinéen – a opté pour une coopération sans failles avec la France. À cette époque, en effet, la guerre froide empoisonne les relations internationales, et le R.D.A., qui regroupe la plupart des élites de la région, est apparenté au Parti communiste et n'a que l'exemple du Vietnam comme moyen d'accéder à l'indépendance. Pourtant, François Mitterrand, le leader de l'U.D.S.R., un petit parti charnière à l'Assemblée nationale française, parviendra à convaincre les leaders africains du R.D.A. de s'apparenter avec sa